

## **RAPPORT N°246 DE SOS-TORTURE/BURUNDI PUBLIE LE 29 AOÛT 2020**

Ce rapport de SOS-Torture couvre la période du 22 au 29 août 2020 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins vingt-sept (27) personnes ont été assassinées au cours de la période dans différentes localités du pays. Parmi les personnes tuées, on compte 16 personnes qui ont péri dans des affrontements qui ont opposé les forces de l'ordre à un groupe d'hommes armés depuis dimanche dernier dans les communes Bugarama, Muhuta et Burambi de la province Rumonge et 2 personnes qui ont été tuées dans une attaque d'hommes armés sur la colline Ndayi en zone Bikanka de la commune Mukike.

Le rapport fait également état de onze (11) personnes grièvement blessées dans différentes localités du pays dont six (06) personnes dans une attaque d'hommes armés en zone Bikanka de la commune Mukike.

Enfin, le rapport note 29 cas d'arrestations arbitraires dont 9 neuf (09) personnes soupçonnées de collaborer avec le groupe des rebelles qui a attaqué plusieurs localités des communes de Muhuta, Bugarama et Burambi en province de Rumonge et une vingtaine de jeunes gens arrêtés au quartier 1 de la zone Nyakabiga au cours d'une fouille effectuée par la police.

### **1. Atteintes du droit à la vie et à l'intégrité physique**

- Sur la colline Gikinga, zone Gakwende, commune Gitanga, province Rutana, un vieil homme d'une soixantaine d'années a été égorgé dans l'après-midi de samedi 23 août 2020 par un groupe de quatre Imbonerakure. Selon des sources sur place, ces Imbonerakure auraient été commandités par un certain Niyukuri Léonidas qui leur aurait offert une somme de deux cent mille francs burundais (200,000 BIF) pour liquider la victime qui est par ailleurs un membre de sa famille.

SOS-Torture Burundi a appris que le commanditaire ainsi que 4 auteurs matériels de cet assassinat se trouvent aux mains de la police pour enquête.

- Dans la nuit du 23 août 2020 vers 23 h 30 min, sur la colline Bitare, colline et zone Muyebe, commune Musigati, en province Bubanza (nord-ouest du pays), Vestine Bavuga (27 ans) a été tuée. Le mobile de ce meurtre n'est pas encore connu.

SOS-Torture Burundi a appris que le présumé auteur du meurtre du nom de Bigirimana Ezéchiel, voisin de la victime, a été appréhendé par la police et se trouve détenu au cachot pour des raisons d'enquête.

- Depuis dimanche matin 23 août 2020, un groupe d'hommes armés a attaqué la localité de Gahuni, zone Gitaza, commune Bugarama, province Rumonge, au sud-ouest du pays. Les combats se sont poursuivis jusqu'à mardi 25 août 2020 dans plusieurs localités de la province Rumonge dont celle de Ku Nyoni située sur la frontière entre les communes Mugamba de la province Bururi et Burambi de la province Rumonge. D'après les sources policières et administratives à Rumonge, le bilan des affrontements entre ces hommes armés présumés d'appartenir au groupe rebelle Red-Tabara et les forces de l'ordre font état d'au moins 16 personnes tuées dont 11 habitants qui avaient été enlevés par les hommes armés et 5 rebelles tués après être capturés.

Par ailleurs, les mêmes sources ont confirmé que la forêt de Monge en commune de Bugarama a été brûlée par des militaires et policiers pour que des « rebelles » qui s'y cacheraient puissent se montrer. De plus, ces affrontements ont été suivis par une vague d'arrestations arbitraires de jeunes élèves en vacances dans les communes de Mugamba et Mukike, proches des localités où les combats se sont déroulés.

SOS-Torture Burundi s'inquiète que cette attaque puisse constituer un prétexte pour des arrestations arbitraires de personnes appartenant ou soupçonnées d'appartenir aux partis politiques de l'opposition ou de ne pas soutenir le régime en place.

- Sur la colline Gasasa, zone Rugari, commune et province Muyinga (nord-est du pays), Sandrine Niyonzima (25 ans) a été tuée par strangulation dans la nuit de dimanche à lundi le 24 août 2020 par des personnes non encore identifiées qui l'ont surprise dans un sommeil en compagnie de ses deux enfants, dont celui de deux ans. Le mobile de cet assassinat n'est pas encore connu.

SOS-Torture Burundi a appris que la police a appréhendé son mari et son beau-père pour des raisons d'enquête.

- Un corps sans vie d'une jeune fille qui n'a pas été identifiée a été découvert le matin du lundi 24 août 2020 sur la 13<sup>ème</sup> avenue du quartier Twinyoni, zone Kamenge de la commune Ntakangwa, au nord de la ville de Bujumbura. Le corps

de la jeune fille en sous-vêtement était enroulé dans un sac, les jambes et les bras ligotés à l'aide d'une corde. Selon des sources sur place, le corps de la victime était plein d'ecchymoses et du sang s'écoulait encore de ses plaies, ce qui laisse penser qu'elle a été tuée la veille. Les mêmes sources indiquent que le corps de la défunte a par après été évacué à la morgue de l'hôpital Prince Régent Charles après l'arrivée de la police chargée de la protection civile.

- Sur la colline Murehe en commune Butihinda de la province Muyinga, Nizigiyimana Abdoul (30 ans) a été tué par balle lundi 24 août 2020, une semaine après son retour d'exil du Kenya. Selon des témoins, la victime aurait été tué par son frère à cause des conflits familiaux liés à la succession des biens laissés par son père Bucumi Balthazar alias Gihuna.
- Dans le quartier Gasenyi, au chef-lieu de la province de Muyinga (nord-est du pays), un enfant âgé de 7 ans a été tué mardi 25 août 2020 vers 7h 30 min. Selon des sources sur place, l'enfant a été atteint d'une balle tirée par son frère à l'aide d'un fusil de son père qui est un officier de l'armée burundaise en service au camp Mukoni situé au centre urbain de Muyinga. Ces enfants étaient en train de jouer avec cette arme que leur père avait laissée à la maison.
- Au matin de ce jeudi 27 août 2020, le corps ligoté de Ngendakuriyo Joachim, originaire de la sous-colline Misakura, colline Ijenda rural, zone Ijenda, commune Mugongo-Manga, province Bujumbura et membre du Conseil national pour la liberté (CNL), a été découvert dans la rivière Mubarazi.

SOS-Torture Burundi note que les auteurs et les mobiles de cet assassinat ne sont pas encore connus.

- Sur la sous-colline Gasange en zone et commune Rutana, le prénommé Gilbert, polygame de 4 femmes, a été poignardé jeudi 27 août 2020. Des sources sur place indiquent que les enfants de la victime et ses femmes sont soupçonnés d'avoir commis ce crime et que les mobiles du meurtre ne sont pas encore connus.

SOS-Torture Burundi a appris que les enfants et les femmes de la victime ont été arrêtés par la police pour des raisons d'enquête.

- Au quartier Bururi, zone Kinama, commune Ntakangwa en marie de Bujumbura, la famille du chef de quartier nouvellement élu a été empoisonnée par une personne non encore identifiée. Selon de sources sur place, la mère de ce chef

de quartier est déjà décédée des suites du poison lui administrée tandis que 8 autres personnes sont hospitalisées à l'hôpital militaire de Kamenge.

## 2. Atteintes du droit à la liberté et à la sécurité physique

- Lundi 25 août 2020 vers 17 heures, sur la colline Nyentakara, zone Bigina, commune Kayogoro en province Makamba, Jean Marie Ngendahayo a été grièvement blessé par une explosion d'une grenade qui s'est produite à l'intérieur de sa maison. La victime a été évacuée d'urgence vers un centre de santé de cette localité.

SOS-torture Burundi note que le mobile et les auteurs de ce forfait ne sont pas encore identifiés.

- Dans la nuit de vendredi 28 août 2020 vers 21 heures, sur la colline Ndayi, zone Bikanka, commune Mukike, province Bujumbura (ouest du Burundi), un groupe d'hommes non encore identifiés armés de fusils, de couteaux et de machettes, a attaqué un groupe de personnes qui rentraient chez elles. Au cours de cette attaque, deux personnes ont été tuées dont un certain Jonas mort sur-le-champ et une femme grièvement blessée qui a succombé de ses blessures à bord d'une ambulance pendant l'évacuation des blessés vers l'hôpital d'Ijenda en commune Mugongo-Manga, frontalière de la commune Mukike. Ces hommes ont en outre grièvement blessé 6 personnes, surtout au niveau de la tête, à l'arme blanche et autres objets contondants. Des témoins indiquent qu'une dizaine de jeunes gens sont portés disparus au cours de cette attaque.

## 3. Arrestations arbitraires

- Deux jeunes élèves originaires de la colline Kivumu en commune Mugamba et dont les noms n'ont pas été communiqués ont été arrêtés lundi le 24 août 2020 par des militaires sur la colline Musinzira dans la commune Mukike en province Bujumbura (ouest du pays). Selon des témoins, ils ont été soupçonnés de collaborer avec le groupe des rebelles qui a attaqué plusieurs localités des communes de Muhuta, Bugarama et Burambi en province de Rumonge (sud-ouest du pays). Selon des proches, les deux jeunes gens étaient allés rendre visite à des parentés sur la colline de Musinzira, une localité non loin de la colline de Kivumu dans la commune de Mugamba en province de Bururi (sud du Burundi). Le lieu de détention de ces deux jeunes reste inconnu.

SOS-Torture Burundi note une vague d'arrestations arbitraires consécutives aux récents affrontements entre les forces de l'ordre et un groupe d'hommes

armés dans les communes de Muhuta, Bugarama et Burambi en province de Rumonge.

- Sur la colline de Bigoma, zone Muyira, commune Kanyosha, province Bujumbura (ouest du pays), deux démobilisés de l'ancien mouvement rebelle hutu FNL (Forces nationales de libération), Melchiade Bucumi et Ezéchiel Nahimana, ont été arrêtés sans mandat à leurs domiciles mardi 25 août 2020 par la police qui les a accusés d'appartenir à un groupe armé qui a attaqué les localités de la province de Rumonge entre dimanche et mardi dernier.

SOS-Torture Burundi a appris que les personnes interpellées sont détenues au cachot du commissariat communal de Kanyosha.

- En date du 25 août 2020, Apollinaire Nsengiyumva, un habitant de la colline Midodo, commune Burambi en province Rumonge, a été arrêté par le chef de zone Mariza en compagnie des policiers qui l'ont accusé de collaborer avec le mouvement rebelle Red-Tabara.

SOS-Torture Burundi a appris que l'individu arrêté est détenu au cachot de la commune Burambi.

- Sur la colline et zone Kivumu, commune Mugamba en province Bururi (sud du Burundi), deux jeunes élèves dont le fils d'un directeur d'une école primaire et celui du nouvel administrateur de Mugamba, ont été arrêtés à leurs domiciles sans mandat par la police respectivement les 27 et 28 août 2020. Selon des témoins, les policiers qui les ont arrêtés n'ont pas communiqué le motif de leur arrestation. Mais, les habitants de Kivumu soupçonnent que leur arrestation serait liée à la récente attaque d'hommes armés dans plusieurs localités de la province de Rumonge dont certaines sont frontalières avec la commune de Mugamba.

SOS-Torture Burundi note que le lieu de détention de ces deux jeunes reste inconnu.

- Jeudi 28 août 2020, le commissaire communal de la police à Bugarama a arrêté Claver Ndikumana et son fils Elie Bigino à leur domicile sur la colline de Bambo, zone Ruteme en commune Bugarama de la province Rumonge. Selon des sources sur place, les habitants des collines de Bambo et Ruteme vivent un climat de peur permanente et estiment qu'ils sont en train de subir les conséquences de l'attaque de dimanche dernier et que des policiers ont trouvé un prétexte pour arrêter des gens qui étaient dans leur collimateur.

SOS-Torture Burundi a appris que les proches des victimes n'ont pas été informés du lieu de leur détention.

- Dans la matinée de vendredi 28 août 2020, la police a opéré une fouille dans le quartier 1 de la zone Nyakabiga, commune Mukaza, dans la ville de Bujumbura. D'après des témoins sur place, la police a arrêté une vingtaine de personnes, en grande partie de jeunes garçons « irréguliers », parmi eux des étrangers de nationalité congolaise, après avoir vérifié les cahiers de ménage, les cartes d'identité ou d'autres documents. Selon des témoins, des habitants de Nyakabiga accusent certains policiers d'avoir profité de cette fouille pour leur exiger de payer une rançon d'une somme de dix mille francs burundais (10,000 BIF) pour ne pas être arrêtés.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat du Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.